



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Révolte paysanne

Un an après le début de la révolte, qu'est ce qui a changé?

Voici une année le 11 septembre que les paysans d'Uniterre Suisse ont commencé la révolte paysanne. Une année parsemée de mobilisations décentralisées, de grèves du lait, de revendications devant le Palais Fédéral et les différents échelons en aval de la production laitière (interprofession, transformateurs, grands distributeurs), d'informations aux consommateurs, de prises de position dans les médias.

Pourquoi?

Afin d'exiger des prix équitables qui permettent aux producteurs de vivre décemment de la vente des produits de qualité qu'ils fournissent. Les paysans d'Uniterre n'acceptent plus les politiques agricoles qui les poussent à produire toujours plus en investissant massivement, en étant payés toujours moins et sans connaître le prix avant de se lancer dans la production.

Afin d'exiger une gestion transparente des quantités nécessaires à produire. Les paysans d'Uniterre n'acceptent plus un système dérégulé qui ne fonctionne que grâce à un dumping à l'exportation.

Afin de recréer un lien entre une production locale de qualité et l'assiette des consommateurs. Les paysans d'Uniterre ne veulent plus être des esclaves du Duopole Coop + Migros.

Quel est le bilan de cette année de revendications?

La révolte paysanne a fait des propositions concrètes, tant pour la gestion du marché laitier que pour les céréales. Ces projets ont fait avancer le débat et obtiennent de plus en plus d'échos favorables chez les producteurs et jusque à Berne! La présence d'Uniterre dans les médias a été importante et a largement contribué à une communication directe entre producteurs et consommateurs. Les producteurs qui se



La révolte paysanne lancée il y a tout juste une année n'a pas permis de réguler le marché laitier, mais a contribué à initier plusieurs projets de vente du lait à 1 CHF le litre pour les producteurs.

sont mobilisés tout au long de cette année ont organisé de nombreuses séances dans les cantons pour expliquer et coordonner la révolte paysanne. De par les visions claires et partagées des propositions, de nouvelles sections d'Uniterre ont été créées en Suisse alémanique et donnent à Uniterre un statut d'acteur national incontournable. De nombreux sympathisants ont également soutenu la révolte paysanne et sont devenus les porteurs de la souveraineté alimentaire au sein des consommateurs.

Après une année passée à dénoncer les irresponsabilités et aberrations des politiques agricoles, à sensibiliser l'opinion publique, en criant haut et fort que des alternatives sont possibles, la révolte paysanne a ouvert une nouvelle voie. Cette voie est celle de l'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire, dont le lancement vient d'être voté (voir notre édito de juillet-août).

La souveraineté alimentaire est LE projet

de société proposé par les paysans, entre les mains des paysans. Il répond très clairement à une crise profonde de la société en général et pas seulement des paysans. C'est également une nouvelle voie de la défense professionnelle agricole, qui souffre d'un manque d'une vision syndicaliste et indépendante dans la négociation des prix sur le marché et dans le management.

Au niveau du marché laitier, les revendications des paysans d'Uniterre pour un prix du lait à 1 CHF sont maintenant une réalité en Suisse romande avec une outre équitable de 3 litres vendue à Manor-Genève. En revanche, les revendications pour la gestion des quantités n'ont pas abouti. L'IP-Lait continue de dysfonctionner et maintient un système qui coule les producteurs au profit des transformateurs et grands distributeurs, avec le soutien du Conseil Fédéral.

Il reste encore du travail à faire!



Lait

Mobilisation

Pages 2



Vie du syndicat

L'entretien

Pages 4 et 5



Politique agricole

Charte qualité

Page 3, 6 et 7



Org. paysannes

Rencontres

Pages 8

ACTION LAIT

Les «amis de la botte» au Comptoir Suisse

Les producteurs d'Uniterre se sont mobilisés à nouveau devant le Comptoir Suisse de Beaulieu à Lausanne une année après le début de la révolte paysanne.

Le 11 septembre 2009, les paysans suisses rejoignaient le mouvement de révolte européenne et ses images chocs qui ont fait le tour de la planète. Le 20 septembre, ils bloquaient pacifiquement les rues de Lausanne et notamment les rues proches du Palais de Beaulieu. Une année après, jour pour jour, la situation a empiré. Ils sont donc retournés devant l'entrée de Beaulieu, dimanche 19 septembre 2010, pour manifester leur ras-le-bol et encourager les consommatrices et consommateurs à adhérer «physiquement» et «sportivement» à leur cause...

«Brisons ensemble la montagne de beurre!»

Une année après le début de la Révolte paysanne, la gestion du marché laitier est un fiasco. La montagne de beurre est aujourd'hui bien réelle. La surproduction laitière encouragée par l'OFAG et l'industrie a généré en quelques mois plus de 10'000 tonnes de beurre qui ne trouvent aujourd'hui pas preneur. Ces stocks symbolisent donc le fiasco complet du système de gestion mis en place par l'IP-lait avec le soutien de la Confédération. Ce système n'a pas permis de gérer la production et encore moins de faire monter le prix aux producteurs. Ce dernier a même fortement baissé.

Ces stocks pèsent lourdement sur le marché. Ils devront donc être exportés. Outre le fait que ces opérations

d'exportation coûtent des dizaines de millions de francs à la Confédération et aux producteurs, elles créent une situation de dumping pour nos collègues paysans de l'étranger. Les producteurs d'Uniterre refusent de telles politiques et revendiquent une politique basée sur la souveraineté alimentaire qui permette d'obtenir des prix équitables pour l'ensemble de leurs produits.

Afin de détendre la situation dramatique pouvant générer une nouvelle révolte paysanne, les producteurs avaient décidé de prendre leur responsabilité et de pulvériser eux-mêmes la montagne de beurre.

Les producteurs se sont exercés au désormais traditionnel jet de bottes.

Ils vont tenter de faire mieux que Madame la Conseillère fédérale Doris Leuthard et Monsieur le Directeur de l'OFAG Manfred Boetsch, qui à eux deux n'ont pas remporté ce défi en l'espace d'une année. Serait-ce qu'un manque de motivation, de condition physique...? Les paris sont ouverts!

Cette action s'est déroulée dans la bonne humeur, avec une forte présence et participation des Jeunesses Campagnardes. Le dialogue avec les jeunes des familles paysannes est excellent. Cela démontre qu'il est important d'inclure les jeunes dans le débat sur les politiques agricoles. Cette action est une réussite et nous espérons qu'elle se propage en Suisse alémanique lors de l'OLMA.

Uniterre est sur facebook!

Le jet de botte devenant un sport national, votre syndicat a donc créé sur Facebook le groupe «les amis de la botte» pour continuer à jeter virtuellement des bottes sur tous les obstacles à une politique agricole basée sur la souveraineté alimentaire. Venez donc rejoindre ce groupe et utilisez la plateforme Uniterre sur Facebook pour interagir, communiquer, informer, commenter la vie du syndicat. Nous avons placé un lien direct sur le site web d'Uniterre.

Nicolas Bezençon

Kurze Vorstellung von Ulrike Minkner, neue Vize-Präsidentin der Uniterre

Ursprünglich kommt Ulrike Minkner aus Basel und hat eine Ausbildung als Lehrerin. Den Bauernberuf hat Ulrike aber schon immer geliebt. Deshalb hat sie zuerst ihre Sommerferien genutzt, um auf verschiedenen Alpen auszuhelfen, später sammelte sie in Eigenverantwortung während drei Jahren eine grosse Rinderherde auf einer Alp im Graubünden. Ihr Partner, Kurt Graf, ist von Beruf Fotograf und ebenfalls aus Basel. Weder er noch sie stammen also vom Bauern ab, sondern sie haben diesen Beruf bewusst gewählt. Beide sind leidenschaftliche Bauern und kämpfen für die Zukunft ihres Standes.

Seit dem April 2000 besitzen Ulrike und Kurt einen biologischen Bauernbetrieb von rund 11 Hektaren auf dem Mont-Soleil, auf 1200 Meter über Meer. Ihr Land liegt nur wenige hundert Meter vom berühmten Windpark entfernt, mitten im typischen Jura-Gebiet: Aufziehen Wytweiden, unterteilt von Trockenmauern und Hecken, nebst einer halben Hektare Wald, grasst eine kleine Herde Milchkühe der Rasse Original Braunvieh. Kurt arbeitet zu 100 % auf dem Hof, während Ulrike nebenbei für die Organisation Schweizer Bergheimat als Sekretärin tätig ist. Bei der Produktion ist ihr Ziel ein möglichst hoher Selbstversorgungsgrad, in finanzieller Hinsicht streben sie eine akzeptable Rentabilität an. Sie wollen ihren Betrieb möglichst zu zweit, im Einklang mit ihren Überzeugungen bewirtschaften; ohne finanziellen Druck und ohne Überarbeitung, denn diese beiden Faktoren können die Existenz und folglich auch einen Betrieb zerstören.

Lange Zeit hegte Ulrike die Idee, auf ihrem Bauernhof eine Käseerei zu gründen. Doch sie musste einsehen, dass ein solches Projekt zu viele Investitionen verlangt, sowohl finanzielle als auch menschliche. Da sie nicht immer auf dem Bauernhof und in der Käseerei sein wollte, gab sie diese Idee zugunsten ihrem Engagement bei der Bergheimat und der Uniterre auf.

Als sogenannte «Neo-Bauern» haben sich Ulrike und Kurt sehr schnell in der Region Mont-Soleil integriert, denn Ulrike hat sich sehr bei der Interessenvertretung engagiert, besonders im Bereich der Biomilch. Im Jahr 2008 waren sie die ersten ihrer Region, die sich am Milchstreik beteiligt haben. Sie wurde so für viele zur Ansprechperson. Dank der relativ kleinen Struktur ihres Betriebs können sie es sich leisten, ab und zu bei ihren Nachbarn mit anzupacken und an wichtigen Diskussionen unter Produzenten teilzunehmen.

Obwohl sie erst seit 2007 Mitglied bei der Uniterre sind, kennt Ulrike unsere Gewerkschaft schon lange. Sie schätzt es, dass sich bei der Uniterre verschiedenste ProduzentInnen treffen und sich auf eine klare Linie und gemeinsame Ziele einigen. Ulrike will sich als Bäuerin bei Uniterre einbringen. Die neu gegründete Arbeitsgruppe der Bäuer_innen wird dazu beitragen, den Frauen eine Stimme zu geben. Sie freut sich auf den Kontakt zu den Bäuerinnen der Via Campesina.



Il y a eu une belle participation au lancer de botte sur les excédents de beurre



Les producteurs ont monté une belle animation et ont soulevé le débat avec les jeunes

POLITIQUE AGRICOLE

La Charte «Stratégie Qualité» en consultation

L'OFAG a constitué en début d'année un groupe de travail pour élaborer une stratégie-qualité commune qui renforce la création de valeur ajoutée aux produits agricoles suisses.

Uniterre avait d'abord dû batailler pour faire partie du groupe de travail qui comporte principalement des acteurs aux échelons de la transformation, du commerce de détail, des consommateurs, de la gastronomie et du tourisme, au détriment des organisations représentant les producteurs! Trois axes ont été définis pour des ateliers: «leadership en matière de qualité», «offensive commune sur le marché» et «partenariat en matière de qualité». Les ateliers ont abouti sur la nécessité d'élaborer une Charte, qui a pour objectif de créer une base stratégique commune et largement représentative pour l'avenir. Les valeurs

retenues pour le secteur agroalimentaire sont le Naturel, la saveur, la Qualité, l'Authenticité, la Provenance suisse, la Transformation suisse et la Durabilité.

Uniterre regrette que l'agriculture ne soit quasi pas représentée dans cette Charte. Il n'y a aucune ligne sur la question de l'image de l'agriculture en lien avec le produit, aucune ligne sur les prix aux producteurs et aux consommateurs, ni même sur la vente directe ou de proximité.

Uniterre propose de rajouter trois points essentiels: des prix équitables qui couvrent les frais de production (1CHF/litre pour le lait), une mise en valeur de

la plus-value de l'image du paysan et de son travail (+15 ct/litre pour le lait) et une répartition plus transparente de la plus-value faite sur le marché, qui doit répartir l'ensemble de la filière, donc également les producteurs (+60 ct/litre pour le lait, par exemple dans le cas d'un Gruyère vendu au prix fort à New York). Votre syndicat s'est engagé à ne pas signer cette Charte si ces modifications n'étaient pas apportées. Uniterre a signifié à l'OFAG que la ratifier dans une ferme sans ces modifications serait une injure, car elle exploiterait de l'image du paysan sans le payer correctement.

Anne Gueye-Girardet

La vision de l'OFAG de l'agriculture et de la filière alimentaire en 2025

L'OFAG présente une vision calquée sur le système actuel

Avec ce document mis en consultation, l'OFAG se donne les nobles objectifs de vouloir stimuler les discussions sur les futurs enjeux de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire à l'horizon 2025 et de donner une impulsion au débat politique. Mais s'en donne-t-il vraiment les moyens?

L'OFAG présente d'abord un bilan bien positif de la politique agricole actuelle. Or ce bilan est basé sur une liste de paramètres lacunaire qui n'intègre pas les prix à la production, les revenus, ni le nombre d'emplois agricoles, des indicateurs qui ont un bilan fortement négatif. L'OFAG juge la réforme agraire socialement acceptable pour les familles paysannes, depuis 1992. C'est omettre la crise laitière et céréalière actuelle!

Puis 3 scénarios de conditions-cadres sont présentés. Le 1er scénario, «croissance continue», fait l'hypothèse irréaliste d'une forte croissance économique sans diminution des ressources et sans impact du changement climatique, avec les progrès techniques permettant de relever tous les défis... Il est donc éliminé. Le 2ème scénario, «pénurie maîtrisable», repose sur les conditions-cadre actuelles. Enfin, le 3ème scénario, «instabilité permanente» se projette dans un chaos mondial d'une ampleur jamais connue, avec des denrées alimentaires rares. Ce dernier scénario est rapidement écarté. Alors je me pose la question de savoir à quoi peut bien servir cette étude de scénario?

L'OFAG propose ensuite quatre stra-

tégies pour mettre en oeuvre sa vision «succès dans la durabilité». Des stratégies axées autour d'un approvisionnement de qualité, d'une utilisation efficiente des ressources, de l'attractivité de l'espace rural et de l'innovation. Il y a bien quelques mesures intéressantes qui vont plus loin que la PA2011, comme le «renforcement d'instruments de stabilisation des revenus et du marché», mais elles restent des déclarations d'intention sans constituer de véritable plan d'action pour combler les lacunes actuelles.

Uniterre juge que ce document est de la poudre aux yeux pour faire passer la prochaine politique agricole PA2014-2017 sans remettre en cause en profondeur le système actuel.

La stratégie proposée de l'OFAG ne répond pas aux problèmes actuels du marché. Elle n'a pas une vision globale de l'agriculture et de l'alimentation. Elle ne garantit pas le développement d'une agriculture de proximité et de qualité souhaitée par une majorité de la population.

Uniterre exige de la Confédération une réelle étude prospective, qui doit être un processus participatif avec l'ensemble des acteurs de l'agriculture et de la filière alimentaire, jusqu'aux consommateurs. Les défis et scénarios possibles de l'agriculture suisse à l'horizon 2025 doivent émaner de façon concertée et participative. Ce n'est qu'en comparant plusieurs scénarios contrastés, également soumis au grand public, que le débat

pourrait alors vraiment être créé.

Pour 2025, Uniterre propose un scénario basé sur la souveraineté alimentaire, sans accord ALEA, avec une agriculture de proximité, créatrice d'emplois, offrant des revenus et prix équitables, avec des modes de production Extensio encouragés.

Anne Gueye-Girardet

AGENDA

Uniterre

- 4-6 octobre: Rencontre Nyeleni Europe 2011. Vienne, Autriche

- 8 octobre: comité directeur à Fribourg

- 9 octobre: Commission Femmes, chez Ulriche Minkner, Mont-Soleil

- 26-27 octobre: AG extraordinaire d'ECVC, rencontre au Parlement européen et forum sur la PAC

Conférences-débats

- 14 octobre: colloque «Quelle place pour l'agriculture dans le projet urbain en Suisse?» à l'Université de Lausanne. Participation de N. Bezençon. Inscriptions gratuites à tiphaine.bussy@hesge.ch

- 14 octobre: 3ème journée romande «sol-plante-climat» sous le thème «Plaine de l'Orbe: sols, eaux, haies, agriculture de proximité», au Château d'Yverdon-les-Bains dès 8h15

- 15 octobre: cycle de Conférences des Verts jurassiens. «Quelle avenir pour l'agriculture jurassienne?» au Château d'Yverdon-les-Bains. Participation de P. Sautebin

État au 29 septembre. Mise à jour et plus d'infos sur www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html

MEMBRES UNITERRE: VOTRE ESPACE PUB GRATUIT POUR UNE PARUTION

Faites comme eux, venez dire bonjour à Ursule notre Bouc et à ses enfants à Ropraz



Mohair du jorat, élevage de chèvres angora, accueil de groupes, visites guidées, boutique laines et produits finis.
079 773 23 33
www.mohair-du-jorat.ch/index.html

VIE DU SYNDICAT

Entretien avec Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre

Comme les éoliennes du Mont-Soleil, Ulrike Minkner est une paysanne en mouvement perpétuel! Bienvenue à Uniterre

Partager un café autour de la table de la cuisine avec Ulrike Minkner et Kurt Graf est un véritable plaisir. Les langues sautent de l'allemand vers le français et inversement selon les sujets. Les regards se croisent souvent et deviennent très complices quand les discussions digressent vers telles ou telles causes défendues par le couple depuis de nombreuses années déjà! Vous l'aurez compris, Uniterre a la chance d'accueillir une battante dans ses rangs de direction! Uniterre te souhaite la bienvenue et se réjouit de travailler avec toi.

Commençons par une brève présentation de vous et de votre lieu de vie...

A l'origine, je suis une citadine bâloise. Ma première formation est celle d'institutrice. Mon compagnon, Kurt Graf est également bâlois. Il a une formation de photographe. Nous n'avons pas d'enfant.

Nous ne sommes donc pas de souche paysanne. Pour nous, être paysan était donc un choix purement réfléchi, qui n'allait pas de soi. Ce fut un grand saut, mais nous sommes heureux de l'avoir réalisé tous les deux car nous sommes passionnés. Depuis, nous nous battons pour l'avenir de ce métier.

Nous vivons sur les 11 hectares de notre exploitation biologique, acquise en avril 2000 et sise à 1200 m sur les hauts du Mont-Soleil, à quelques centaines de mètres du célèbre parc éolien. Nous n'avons que des prairies, des murs de pierres sèches, des haies et un demi hectare de forêt. Dès notre arrivée, nous avons constitué un petit troupeau de vaches laitières de race Brune originale, à ne pas confondre avec la Grise ou la Braunschwiss! Cette race est principalement présente en Suisse et en Autriche. Elle est assez connue dans les Grisons et en Suisse centrale.

Ton parcours est assez peu commun, comment en es-tu arrivée là ?

Depuis toujours, j'ai aimé le métier, les vaches et l'environnement qui va avec. Alors que je pratiquais encore mon activité d'institutrice, je profitais des vacances d'été pour travailler dans différents alpages. Après quelques saisons, j'ai eu l'opportunité de prendre la responsabilité d'un alpage aux Grisons. J'ai donc passé trois étés à la tête d'un troupeau qui comptait jusqu'à 300 génisses. Kurt venait avec moi si le temps le lui permettait! Il travaillait à l'époque comme photographe à Bâle. Puis comme photographe indépendant au sein d'une association de photographes

engagés, qui s'appelaient Photo-lib. Après une période au Nicaragua, Kurt décide de revenir en Suisse. C'est à ce moment que nous décidons de nous former et de devenir paysanne et paysan à part entière. Nous achetons cette petite ferme, construite en 1631 par des mennonites. Nous n'avons pas beaucoup de moyens financiers. Nous ne voulions surtout pas nous endetter afin de ne pas être pris dans cet engrenage. Nous n'avons que très peu investi dans la partie étable.

pour nous est de revenir à 10 vaches en production, c'est l'idéal pour notre exploitation.

Cela nous suffit pour vivre correctement!

Tu habites dans une région touristique, pourquoi ne pas profiter des touristes pour faire du fromage bio et d'autres produits laitiers ?

Le marché serait sans doute là, mais il n'y a plus de fromagerie au

pouvoir prendre du temps afin de se remettre en question, de rebondir, de choisir les bonnes options pour mener son entreprise. Or, quand tu travailles treize ou quatorze heures par jour pour finalement ne rien gagner, prendre du recul n'est plus possible et tu arrêtes! Et cela, nous ne le voulons pas.

Par contre, si un projet de fromagerie régionale devait voir le jour au Mont-Soleil, nous serions intéressés à y participer!

Tu représentes ce que certains appellent des «néo-ruraux». A-t-il été simple de s'intégrer ?

Oui! Nous n'avons pas eu de problème particulier. Certes, nous avons une des plus petites fermes du Mont-Soleil, mais nous avons acheté. Et lorsque tu achètes, tout le monde sait que tu vas rester et partager la vie des gens d'ici. De plus, avec nos activités annexes dans la défense professionnelle, beaucoup de producteurs se renseignent chez nous pour se tenir au courant. Depuis le clash de Swiss Dairy Food, je me suis beaucoup investie dans la défense professionnelle et particulièrement dans la filière laitière biologique. Et comme il y a passablement de producteurs biologique ou Demeterre dans cette région, ils m'ont rapidement acceptée.

En 2008, lors de la première grève du lait, nous étions les premiers à la faire dans la région. Cela s'est su et beaucoup d'autres ont suivi. La fromagerie à Sonvilliers a continué à fabriquer mais pour faire ce désormais célèbre «fromage de grève»! C'était une période très forte pour moi et pour l'ensemble des paysans et paysannes de la région.

Le dossier de langue bleue m'a permis de rencontrer passablement de producteurs aussi. Comme plus de 7000 producteurs aujourd'hui, nous avons décidé de ne pas vacciner nos vaches. Comme j'ai suivi ce dossier d'assez près, beaucoup de producteurs venaient prendre des renseignements. Ce dossier a engendré d'importantes discussions entre producteurs, auxquelles j'ai participé. C'était très intéressant et enrichissant!

De plus, comme notre structure n'est pas grande, soit Kurt soit moi pouvons nous dégager du temps pour aller donner des coups de mains aux voisins pour traire ou pour différents travaux des prairies. Eux viennent aussi s'occuper de certains travaux chez nous.

Tous ces échanges humains ont participé à notre intégration, que je pense être réussie! Dans tous les cas je me plains beaucoup ici!



Ulrike Minkner et Kurt Graf avec deux de leurs vaches laitières de race Brune originale, dans leur exploitation au Mont Soleil

Cette dernière est rudimentaire mais fonctionnelle et en bon état. De toute façon, durant la belle saison, les vaches sont dehors jour et nuit. Elles ne sont dans l'étable que l'hiver. Nous ne leur donnons que des fourrages grossiers et des minéraux. Elles ont droit à un peu de céréales juste après avoir mis bas. Elles n'en consomment qu'environ 30 kilos par tête et par an. Nous n'avons par conséquent pas besoin de grands volumes pour stocker différentes marchandises. Par contre, nous avons dû rénover notre lieu d'habitation ainsi qu'une annexe, que nous avons transformée en chambre d'accueil pour des amis de passage. Nous avons également aménagé un jardin potager pour nos besoins en légumes. Nous cherchons l'autonomie dans la production et une rentabilité financière acceptable afin d'être cohérents dans nos idées. Au début, nous n'avions que deux vaches. En 2009, nous élevions 11 vaches en production. Depuis nous en avons vendues, si bien qu'il ne nous en reste plus que cinq aujourd'hui, avec deux génisses et deux veaux. L'objectif

Mont-Soleil. Toutes sont en pleine. Il aurait fallu faire quelques dizaines de kilomètres chaque jour y amener notre lait. Cela n'était pas envisageable pour une si petite quantité! Nous profitons donc du passage du camion pour livrer notre production à la biomilchpool de la MIBA.

Néanmoins, j'avoue que l'idée de créer une fromagerie sur place m'a traversé l'esprit. C'était même parfois un rêve! Or je me suis vite rendue compte de ce qu'un tel projet signifiait en terme financier et humain. Je ne souhaitais pas devoir être tout le temps présente à la fois à la ferme et dans la fromagerie. Je ne voulais pas sacrifier la totalité de mes activités agricoles complémentaires qui me passionnent, à savoir Uniterre et Bergheimat.

Pour Kurt et moi, l'objectif de l'exploitation est de la mener à deux et de manière solidaire. Nous savons que les pressions financières couplées à un surplus de travail peuvent remettre en question l'existence même d'un couple et donc de l'entreprise. Un paysan doit

ENTRETIEN (SUITE)

Tu n'es pas à Uniterre depuis très longtemps, quelles sont les raisons de ton adhésion ?

Effectivement, Kurt et moi sommes membres depuis 2007 seulement! Mais nous étions déjà bien au courant de ce qui se passait. Nous avons soutenu Uniterre lors des blocages de COOP. Nous étions également à la Chaux-de-Fonds. Nous connaissons donc Uniterre depuis longtemps déjà.

Nous y avons adhéré car Uniterre est aujourd'hui un véritable mouvement non seulement en Suisse mais également à l'étranger à travers La Via Campesina et l'European Milk Board. Uniterre met les familles paysannes au centre d'un



mouvement qui concerne l'ensemble de la société et qui défend et porte des revendications aussi vitales que celles contenues dans la notion de souveraineté alimentaire. Avec les problèmes alimentaires et climatiques qui arrivent, les paysannes et les paysans doivent faire entendre leurs propositions pour résoudre les problèmes colossaux qui attendent l'humanité. Se battre pour des prix équitables, pour la reconnaissance des paysannes, pour des aliments locaux, sains et sans OGM, pour une biodiversité alimentaire dans les champs et non dans les banques de semences, pour un accès à l'eau, etc. est extrêmement important. Cela remet en question tout un système socio-économique et pourrait générer de nouvelles relations entre paysans et société et entre paysans et consommateurs.

J'apprécie également le fait qu'Uniterre regroupe des producteurs très différents mais qui adoptent une ligne avec des objectifs communs et clairs. Le comité est très ouvert à de nouvelles idées, pour autant qu'elles puissent rentrer dans la ligne. C'est très important pour la pérennité du mouvement. Tout le monde sait où nous allons et ce que nous revendiquons.

Sur quels dossiers penses-tu vouloir te pencher plus particulièrement à Uniterre ?

Même si je ne connais pas encore l'ensemble des dossiers traités par Uniterre, la commission «accès à la terre» et la commission «femmes» m'intéressent particulièrement. Je pense également qu'il serait possible de mettre en place une structure un peu similaire à Bergheimat mais qui ne s'adresserait pas seulement aux fermes biologiques de montagne. Je suis persuadée que beaucoup de consommateurs seraient d'accord de soutenir des paysans qui manifestent leurs besoins.

En tant que paysanne je pense qu'il est primordial que nous nous exprimions beaucoup plus ouvertement et régulièrement sur la situation de la paysannerie. Nous devons être porteuses du droit à la souveraineté alimentaire, du projet paysan. Une femme qui s'exprime touche son interlocuteur de manière différente. Je me réjouis d'ailleurs de fréquenter les paysannes de La Via Campesina! Le dossier lait m'intéresse aussi.

J'ai également été contactée par Peter Moser des archives agraires. Il considère Uniterre comme un mouvement très important en Suisse et estime qu'il est sous-représenté dans les archives. Je pourrais donc améliorer cette situation.

A côté de l'agriculture et de la défense professionnelle, pratiques-tu d'autres activités ?

Je fais de la musique, surtout l'hiver. Je joue du Schwyzerörgeli, l'accordéon traditionnel schwyzois, avec des copines de la région. J'aime ce son si particulier. On rigole beaucoup. Sinon je fais des illustrations et des dessins que je vends sous la forme de cartes postales. Mon thème de prédilection est la vache. Je la décline sous toutes ces formes et coutures, de la plus moderne à la plus authentique. Je me lance actuellement dans le dessin numérique! Un nouveau défi!

Un regret ?

J'aurais bien voulu rejoindre Kurt lorsqu'il était au Nicaragua. Cela m'aurait permis de découvrir d'autres manières de vivre et de penser et surtout d'apprendre l'espagnol. Cela ne s'est pas fait car Kurt est rentré en 1984, plus vite que prévu.

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

Deutsche Zusammenfassung auf der Seite 2

L'organisation Bergheimat, le petit-crédit agricole suisse

L'organisation Bergheimat existe depuis 1973. A la base, il y avait M. Müller, commerçant visionnaire, qui possédait plusieurs magasins à Berne et environs. Dans ses magasins, il souhaitait vendre des produits aussi sains que possible, de type bio (le label Bio n'existait pas à l'époque). Il décide dès lors de créer un réseau de fermes pour approvisionner ses magasins. Pour financer et soutenir «ses» fermes, il a l'idée de génie de taper à la porte et aux portemonnaies de ses clients fortunés. Il propose des prêts qui leur seront remboursés sans intérêt après x années.

Suite à divers problèmes, et notamment des désaccords entre les fermiers et M. Müller, le projet capote après trois ans. M. Müller se retire mais l'organisation reste et change de concept. Elle décide de soutenir que des fermes biologiques en zone de montagne.

Aujourd'hui, l'organisation fonctionne comme un institut de petits crédits. Elle attribue, sur dossier, un prêt au paysan qui le demande. Ce prêt doit être remboursé dans les dix ans, à un taux linéaire et sans intérêt (un dixième de la somme totale par année). Le montant du prêt ne peut dépasser les 50'000 CHFrs. Actuellement, le volume total prêté aux fermes se monte à 2 mio. de CHFrs. Les fonds proviennent de Monsieur et Madame tout le monde et de certaines villes. Elle compte à son actif plus de 1200 membres (300 paysans qui reçoivent et 900 bailleurs). Bergheimat a récemment été reconnue comme une institution d'utilité publique. Les prêteurs peuvent donc déduire leurs contributions aux impôts.

En cas de non remboursement ou de faillite de l'exploitation, c'est l'or-

ganisation Bergheimat qui assure et garantit le remboursement aux prêteurs. Depuis 1973, l'organisation n'a dû couvrir que 2000 CHFrs. Le prêt est donc très sûr. Pour des cas de force majeure, Bergheimat peut également attribuer des dons, sans remboursement. Il est arrivé que des dossiers de producteurs non bio ou en zones de colline ou plaine aient également obtenu un prêt, mais cela reste des exceptions.

Bergheimat a récemment mis en place un service de dépannage ou d'aide agricole. L'organisation finance des paysans disposés à venir dépanner un autre paysan dans le besoin (maladie, accident, etc.). Le paysan demandeur ne paiera que 70 CHFrs par jour au remplaçant. Bergheimat financera le reste et les assurances sociales.

Bergheimat se distingue clairement de l'Aide suisse aux montagnards, qui n'attribue que des dons et non des crédits sans intérêt.

Bergheimat est membre de Bio-Suisse mais ne touche aucun fond de l'organisation. Elle est également neutre vis-à-vis de l'USP, des cantons ou encore de la Confédération.

Plus d'information
www.schweizer-bergheimat.ch

Pour Uniterre, ce système de prêt est très intéressant. Nous allons voir s'il ne serait pas possible de développer une structure similaire. A suivre via la commission «accès à la terre»...



La Mobilière Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

POLITIQUE AGRICOLE

Des actions citoyennes pour la souveraineté alimentaire

Frank Paillard, citoyen lausannois non affilié à un parti politique, a mené plusieurs actions de protestation contre la politique agricole actuelle. Il y dénonce notamment l'irresponsabilité de nos ministres.

Cet habitué de la plume aiguisée des courriers des lecteurs dans les médias romands a sillonné les marchés avec des pancartes au dos expliquant les conséquences du «Cassis-de-Dijon». En avril de cette année, il a déposé une plainte pénale contre Doris Leuthard pour atteinte à l'indépendance de la Confédération et gestion déloyale des intérêts publics (voir notre numéro de mai 2010). Doris Leuthard Hausin, qui rappelons-le, est l'épouse du chimiste Roland Hausin, dirigeant de Dow Chemical Europe, industrie agrochimique qui commercialise des pesticides et semences génétiquement modifiées! Frank Paillard a saisi dernièrement le conseiller national Eric Voruz (PS/VD) afin de déposer un objet parlementaire qui interpelle le gouvernement sur les liens avec Nestlé.

problèmes de sécurité alimentaire se profilent en Suisse, suite à l'accord dit «Cassis de Dijon»?

Réponse du Conseil fédéral du 25.08.2010

La faim dans le monde a progressé ces dernières années. Plus d'un milliard de personnes en souffrent, selon la FAO. Cette évolution préoccupante a remis en évidence la nécessité, après de longues années de désinvestissements, d'investir à nouveau davantage dans l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire. L'agriculture est en effet au coeur du processus de développement. Cet accroissement des investissements passe par la recherche de nouveaux modes de financement. Compte tenu des difficultés budgétaires des Etats et de l'importance du secteur privé, il est reconnu que les partenariats public-privé sont une source de financement à prendre en considération. Le Conseil fédéral est de manière générale favorable au développement du dialogue avec le secteur privé notamment dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

1. Dans cet objectif de renforcement des conditions-cadre afin de permettre la collaboration entre les organisations onusiennes et le secteur privé, il a été convenu, à l'occasion d'une mission de haut niveau de la FAO en 2009 à Berne d'examiner la possibilité de mettre sur pied un partenariat entre la FAO, Nestlé et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

2. Les modalités de mise en oeuvre de ce partenariat font encore l'objet de discussions entre les parties intéressées. Des incertitudes subsistent toutefois encore quant à sa réalisation.

3. L'OFAG, en tant qu'officier responsable des relations avec la FAO, s'est beaucoup engagé et continue à le faire en faveur de la réforme de cette organisation de manière à la rendre plus efficace dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Dans ce contexte, l'OFAG soutient les efforts de la FAO en vue de développer une stratégie de collaboration avec le secteur privé. Le partenariat envisagé avec la société Nestlé s'inspire de cette volonté de soutien.

Le Conseil fédéral considère que le développement de ce partenariat est parfaitement compatible avec la tâche de l'OFAG. Il ne voit par ailleurs aucune relation directe entre la sécurité alimentaire à l'échelon global et l'accord dit «Cassis de Dijon».

Commentaires de Frank Paillard

Non seulement, la Conseillère fédérale responsable de l'économie, Mme Doris Leuthard et le Conseil Fédéral ne répondent pas aux questions précises qui leur ont été posées, bafouant ainsi les droits démocratiques, mais les pseudo-réponses fournies sont affligeantes:

-Le Conseil Fédéral ose prétendre être préoccupé par la faim dans le monde et initie, au nom soit disant de «la libéralisation du marché» deux arnaques successives dans son propre pays (le Cassis de Dijon=concurrence déloyale en faveur des produits importés de l'UE qui n'ont pas à répondre aux normes plus strictes imposées à nos propres producteurs nourriciers de proximité! et l'ALEA qui condamne les cultures céréalières panifiables suisses, et par conséquent le pain suisse, à la disparition totale d'ici 4 ans, voir étude de l'EPFZ présentée par le prof. Lehmann), ces deux dérèglements frappant de plein fouet le premier pilier de notre indépendance nationale, notre agriculture, déjà bien vulnérable, ainsi que notre souveraineté alimentaire.

-Le Conseil Fédéral, de ce fait, avoue sans s'en rendre compte, accorder la priorité aux intérêts privés de multinationales et de lobbies de l'agro-alimentaire et de la grosse distribution au détriment de l'intérêt général de ses propres citoyennes et citoyens contribuables.

-Le Conseil Fédéral ose ainsi confirmer que c'est le rôle de l'OFAG de contribuer (je cite) «à lutter contre la malnutrition et la faim dans le monde», quitte à abandonner la défense de nos propres producteurs qui tentent de survivre (voir la crise du lait entre autres ...)

Par le cynisme verbal dont ils font preuve dans leurs pseudo-réponses comme par l'inconscience de leurs choix et de leurs actes en matière de politique agricole nationale, Mme Doris Leuthard et le Conseil Fédéral perdent le peu de crédibilité qu'il leur restait jusqu'ici prouvant ainsi, si cela était encore nécessaire, qu'ils représentent donc bien une réelle menace pour la sécurité alimentaire de la population suisse (...).

Nous saluons ces actions citoyennes et nous réjouissons que le débat sur la souveraineté alimentaire touche le grand public.

Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet

Toujours plus de monde participe aux Rencontres de Caux

Caux Initiatives et Changement est une fondation indépendante de promotion de la paix et d'encouragement au dialogue interculturel. Elle organise des forums de haut niveau avec la participation de nombreuses personnalités dans le lieu historique de l'hôtel de Caux, au dessus de Montreux. Plus de 1400 participants originaires de 81 pays ont participé à l'une des six rencontres du 2 juillet au 17 août 2010.

Le 3ème Forum de Caux pour la sécurité humaine, les rencontres «Conduire le changement vers un avenir durable», «Chacun compte! Un dialogue entre les générations et les cultures», «Confiance et intégrité dans une économie mondialisée», ainsi qu'une semaine de formation parallèle, a rassemblé des professionnels du monde des affaires, des entrepreneurs sociaux, des représentants d'ONG et des personnes du secteur alimentaire, venus de tous les continents afin de développer des projets pour d'une économie plus équitable.

Parmi les nombreux orateurs, les interventions de R. Gopalakrishnan, membre du conseil exécutif du groupe Tata, la plus grande entreprise privée indienne et Maria Voce, présidente du mouvement spirituel des Focolari, présent dans 182 pays, ont fortement marqué le public: bien qu'ils viennent de milieux différents ils ont tous deux abordé les mêmes enjeux et parlé le même langage en appelant à plus d'éthique dans l'économie.

Nicolas Bezençon, d'Uniterre, a participé à l'atelier «Alimentation, responsabilité des consommateurs et économie durable», dans le cadre de la rencontre annuelle «Confiance et Intégrité dans une économie globale/Trust and Integrity in a Global Economy» (TIGE) en août. Cet atelier était organisé par Lavinia Sommaruga Bodeo, d'Alliance Sud, avec le «réseau alimentation et développement durable» formé durant la rencontre TIGE de 2009. Nicolas Bezençon a dressé l'état des lieux de la souveraineté alimentaire en Suisse et de son inscription dans les lois cantonales en Suisse romande. Uniterre est intéressé par ce mouvement ouvert et dynamique, et souhaite rester en contact avec le réseau alimentation et développement durable. A suivre...

De nombreuses actions et rencontres sont planifiées pour l'année 2010-2011 et le programme de l'été 2011 sera bientôt disponible sur le site www.caux.ch.

Vous avez aimé le Cassis de «pigeons»? Vous allez adorer l'A.L.E.A. ! (L'Accord de Libre-Echange Agricole)



Texte déposé par Eric Voruz

En référence à l'article 125 de la loi sur le Parlement, je me permets de poser les questions suivantes au Conseil fédéral à propos de déclarations faites par Madame la cheffe du Département fédéral de l'économie à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre 2009:

1. Madame la conseillère fédérale a déclaré, lors de cette journée mondiale de l'alimentation, que «la Suisse a initié un partenariat entre la FAO, Nestlé et l'OFAG». Le Conseil fédéral a-t-il donné mandat d'un tel partenariat?

2. S'il y a un tel partenariat, quelle est la teneur d'un tel accord?

3. Est-ce vraiment la tâche de l'Office fédéral de l'agriculture de s'occuper d'un tel partenariat, de plus avec une multinationale, alors que de graves

Plainte administrative déposée contre l'OFAG

Le 10 août le BZS (Bäuerliches Zentrum Schweiz) le NBKS et le BBK ont déposé une plainte signée par près de 400 producteurs de lait à l'encontre de l'OFAG

Cette plainte concerne l'octroi de nombreuses et volumineuses autorisations de quantité supplémentaires, le manque de surveillance de la pratique de l'octroi de ces autorisations, l'absence d'intervention pour limiter la surproduction, le refus de consultation des dossiers et le manquement des obligations de contrôle. Depuis la sortie du contingentement il y a plus d'une année, les producteurs continuent à payer pour ces manquements de l'OFAG et la surpro-

duction de près de 7% n'est toujours pas endiguée. Pourtant l'Ordonnance sur la sortie du contingentement, la Loi sur l'agriculture et la Constitution sont claires: la surproduction, la chute des prix, l'insécurité contractuelle et l'opacité ne sont pas inscrits dans les objectifs de ces lois. Dès lors, il est important que les responsables soient épinglés et que les conséquences en termes de réorientation de la politique laitière soient tirées. Malheureusement les responsables

refusent même aujourd'hui encore de reconnaître l'ampleur de la faillite de leur politique. C'est pour cette raison qu'Uniterre appelle les producteurs de lait de soutenir cette plainte pour mettre la pression sur l'administration et les responsables politiques pour enfin rétablir un marché équitable et équilibré pour les producteurs de lait et pour maintenir une production laitière paysanne, qui est une colonne vertébrale de la politique agricole suisse.

Aufsichtsbeschwerde gegen das BLW eingereicht

Am 10. August haben das BZS (Bäuerliches Zentrum Schweiz), die NBKS und das BBK eine durch fast 400 Milchproduzenten unterschriebene Anklage gegen das BLW eingereicht.

Die Beschwerde richtet sich gegen die zahl- und umfangreichen Mehrmengenbewilligungen, die ungenügend beaufsichtigte Bewilligungspraxis bei Mehrmengen, die mangelnde Einschränkung der Überproduktion, die Verweigerung der Akteneinsicht und gegen des Nichtnachkommen der Kontrollpflichten. Nach über einem Jahr Ausstieg aus der Milchkontingentierung bezahlen die Produzenten immer noch für die Fehler des BLW und die Überproduktion von gegen 7% ist immer noch nicht im Griff.

Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben der Ausstiegsverordnung, des Landwirtschaftsgesetzes, der Bundesverfassung klar: nirgends werden dabei Überproduktion, Preiszerfall, Vertragsunsicherheit und Vertuschungsmanöver als Ziele dieser Gesetze aufgeführt! Daher ist es wichtig, dass die Verantwortlichen aufgezeigt und die Konsequenzen bezüglich Neuorientierung der Milchpolitik gezogen werden. Leider gestehen die Verantwortlichen das Ausmass des Scheiterns ihrer Politik bis jetzt immer

noch nicht ein. Deshalb ruft Uniterre die Milchproduzenten auf diese Anklage zu unterstützen. So kann der Druck auf die Verwaltung und die politischen Verantwortlichen wachsen damit endlich wieder ein fairer, ausgeglichener Markt für die Produzenten hergestellt, und so auch die bäuerliche Milchproduktion, als ein Rückgrat der Schweizer Agrarpolitik weiterbestehen kann.

Rudi Berli

L'Autre syndicat réagit

Travailleuses et travailleurs agricoles : le mépris total !

Le Grand Conseil vaudois a réussi, lors de la deuxième lecture du projet de loi sur l'agriculture le 31 août, à faire disparaître toute référence aux salarié-e-s agricoles. Le 30% des acteurs de l'agriculture vaudoise, les « petites » mains indispensables qui traitent les vaches, plantent les légumes et récoltent les fruits n'existent tout simplement pas! 105 articles sur 53 pages définissent l'agriculture vaudoise et lui donne un cadre nécessaire. Mais la majorité parlementaire n'a démontré aucune envie de réfléchir par exemple à l'absence de protection des femmes enceintes et des mères allaitantes due à la non-soumission à la Loi sur le Travail LTr ou encore d'œuvrer en faveur d'une harmonisation des conditions de travail au niveau fédéral, et ce, en dépit des demandes syndicales. Une partie des élus et des représentants paysans ont tiré à boulets rouges sur leurs employé-e-s, niant à la main d'œuvre salariée le droit d'exister et de figurer dans ce texte législatif.

Mesdames et Messieurs les député-e-s, ce n'est par le déni de justice et le mépris que vous réussirez à faire taire les justes revendications des ouvrières et ouvriers agricoles !

Pour l'autre syndicat
Philippe Sauvin

PS. Il va sans dire que dans la foulée de la discussion du projet de Loi, la pétition signée par 2455 personnes qui demandait un 13ème salaire pour les travailleuses et travailleurs agricoles (un peu de beurre dans les épinards), a été balayée, malgré un préavis positif de la Commission des pétitions qui soulignait les tristes conditions de travail !

L'autre syndicat
syndicat combatif
solidaire
démocratique
INTERPROFESSIONNEL

Je soutiens la plainte administrative contre l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) concernant la politique des quantités supplémentaires

La signature est gratuite et n'engage pas de frais. Les noms ne seront pas publiés
Soutenez la plainte administrative !

Nom	Prénom	Adresse	Code postal	Lieu	Signature

Envoyer à : Lic.Jur. Hermann Lei, Avocat, Th-Bornh-Str.33, 8570 Weinfelden, fax 071/622 42 83

Metrabol
Bolus après-vélage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz
www.altagenetics.ch 026 913 79 84

Nachbarn auf Besuch

Ueber 30 Bauern und Bäuerinnen aus dem deutschen Schwarzwald kamen am 8. September zu Besuch in den Basler Jura /Rencontres avec des paysans de Fôret Noire

Die Produzenten aus dem Nachbarland sind im Verein "Forum pro Schwarzwaldbauern" zusammengeschlossen. Gemeinsam mit dem Bioforum organisierte Uniterre Besuche auf drei verschiedenen Höfen, die klimatisch und topographisch ähnlich gelegen sind, wie der Schwarzwald.

Zentrales Interesse der Besucher war, von den Erfahrungen der Schweizer Jurabauern zu profitieren und sich auszutauschen, wie sich eine bäuerliche und naturnahe Grünlandbewirtschaftung in einer rauen Hügellandschaft behaupten kann. Ebenfalls wollten sie genauer und aus erster Hand wissen, wie sich die Liberalisierung des Milchmarktes auf die Milchbauern auswirkte.

Am Vormittag trafen wir uns auf dem Dietisberg, der in der Gemeinde Läufelfingen liegt. Es ist ein Landwirtschaftsbetrieb, der an eine soziale Einrichtung gekoppelt ist, das Wohn- und Werkheim Dietisberg. Gegen 90 vor allem ältere Männer wohnen und arbeiten dort in verschiedenen Bereichen, u.a. in der Landwirtschaft. Der Geschäftsführer

und Heimleiter ist Res Thomet, der Bruder des bekannten "Weidepapstes" Peter Thomet von der Schweizerischen Hochschule für Landwirtschaft SHL in Zollikofen. Für die Schwarzwaldbauern waren beide anwesend, um die Milchviehhaltung auf dem Dietisberg zu erläutern. Auf dem 700 Meter hoch gelegenen, hügeligen Gelände setzen sie konsequent auf ein Vollweidesystem mit saisonalem Abkalben und setzen dabei auf eine Kuhgenetik, die dem Standort gerecht wird. Mit sehr wenig Input erreichen die Tiere im Schnitt etwa 7000 Kilogramm Milch pro Laktation. Peter Thomet plädierte in seinem Referat für eine artgerechte Milchkuhfütterung mit Rauhfutter, indem er sagte, "man solle aufhören, die Kuh zur Sau zu machen", also einen Wiederkäuer wie ein Schwein mit Getreide und Körnerleguminosen vollzustopfen. Angesichts der Nahrungsmittelkrise und der Hungernden ist es absolut unethisch mit Getreide Milch zu produzieren. Es sei deshalb eine grosse Chance, für Grünlandgebiete wie den Jura oder den Schwarzwald, in einem

Vollweidesystem Milch zu erzeugen.

Nach einem währschaftigen Mittagessen ging es weiter auf den Betrieb von Bruno Thome in Olfingen. Vor sieben Jahren gab er das Melken auf, kaufte rote Angustiere und stellte auf biologischen Landbau um. Er verkauft das Fleisch der Jungtiere, vor allem der männlichen. Denn die weiblichen Tiere verkauft er grösstenteils als Zuchttiere an andere Bauern. Als die deutschen Kollegen hörten, wieviel er pro Kilo löst, brachten sie vor Staunen fast den Mund nicht mehr zu. Nachdem Bruno Thome aber erklärte, wie sich sein Einkommen zusammensetzt, wurde ihnen schnell klar, dass man in der Schweiz vom reinen Produkteertrag nicht mehr leben kann, schon gar nicht in der voralpinen Hügel- oder Bergzone. Die Direktzahlungen machen die Hälfte seines Einkommens aus, daneben vermietet er noch eine Wohnung auf dem Hof. Von dort gingen wir dann zu Fuss weiter ins Nachbardorf Anwil auf den Reizackerhof der Familie Schaffner, vorbei an den weidenden roten Anguskühen

mit ihren Kälbern.

Die Familie Schaffner melkt eine Herde von Simmentaler Kühen, verkaufen Fleisch und bauen auf 4 Hektaren noch Winterweizen und Dinkel an. Einen Teil des Getreides transformiert seine Frau auf dem Hof in Brote und Zöpfe, die direkt verkauft werden. Rolf Schaffner arbeitet noch 30% auswärts als Postautochauffeur. Seit vielen Jahren haben sie den gleichen Angestellten auf dem Hof. Bei Käse- und Fleischplatten, sowie einem üppigen Dessertbuffet, diskutierten wir mit den deutschen Kollegen über Milchmarktliberalisierung, Grenzschutz, den Wahnsinn, Lebensmittel immer weiter zu transportieren, alternative Konzepte wie Ernährungssouveränität und die leider auch oft fehlende Solidarität unter den Bauern. Der Austausch war inspirierend für beide Seiten und wir wohl weitergehen. Uniterre wurde schon angefragt, ob jemand von uns eine Veranstaltung im Schwarzwald machen könnte.

Reto Sonderegger

www.forumproschwarzwaldbauern.de

TRIBUNE DES LECTEURS

Mangeons ce que nous produisons et produisons ce que nous mangeons!

Cette phrase pleine de sagesse¹, nous la faisons nôtre à l'ACAR (Action Chrétienne Agricole Romande). Elle détermine concrètement ce que propose la Souveraineté Alimentaire. Mais elle nous rappelle aussi un passage tiré du Chapitre 2:15 de la Genèse «Yahvé Dieu plaça l'Homme dans le jardin d'Eden pour le cultiver et le garder». Dans sa Création, Dieu vit que tout cela était très bon et Il prit le risque de la confier à l'Homme pour le bien de tous.

Et depuis toujours, les paysans ont mission de travailler la terre du pays, d'en prendre soin et de produire la nourriture pour la population, mais aussi de vivre dignement. Or aujourd'hui, nous, membres de l'ACAR, nous constatons que la politique agricole suisse, de plus en plus dictée par l'économie, menace notre mission et nos droits. Elle déshumanise notre vie de travailleur de la terre. On le voit: les règles du Commerce international favorisent la loi du plus fort, autrement dit la main mise des sociétés transnationales sur l'économie et par conséquent sur la

politique agricole. De ce fait, les paysans ne maîtrisent plus le processus de la production ni de la commercialisation de leurs produits.

Le marché, qui doit marcher parce que ça doit payer (mais pour qui?), casse les prix, met les producteurs en compétition, n'accorde aucun droit pour l'être humain. L'homme est devenu une machine à produire. Les règles de l'économie lui demandent de s'adapter. C'est la loi de la jungle ou le sauve-qui-peut! Alors, les paysans disparaissent comme les abeilles. Parce qu'ils ne sont pas contents, ils font défiler les vaches sans cloches par exemple à la fête à Estavayer. Les livraisons de blé se font avec des rubans de deuil à Genève. Et pendant ce temps, les camions vont et viennent pour servir les multinationales. Les prix des productions agricoles, nourriture du monde, sont fixés à la Bourse comme n'importe quel gadget. Et si le pétrole vient à manquer, c'est la famine assurée. Pourtant, le monde entier a besoin de tous ses paysans. La Suisse aussi. En ce temps de crise, des

plaintes montent de la terre, trop souvent à voix basse par peur de représailles. L'ACAR les entend, les accompagne et se questionne. Ne sommes-nous pas devant un choix fondamental? Choisir le profit qui crée des situations de mort ou opter pour l'homme debout qui fait la gloire de Dieu.

Nous, membres de l'ACAR, (...) nous voulons que des alternatives, des chemins nouveaux soient possibles. Les consommateurs, consomm-acteurs eux aussi, prennent conscience de la valeur de la nourriture, en ont assez de la viande aux hormones, de la grippe aviaire et porcine, des OGM, etc. Avec raison, ils veulent voir et savoir ce qu'ils mangent, ce qu'ils boivent et ce qui les habille. Des groupes de producteurs les rejoignent, non seulement pour répondre à leurs désirs, ou pour faire du profit, mais pour re-créer des relations perdues, des espaces culturels, pour réapprendre à se connaître et vivre des moments d'amitié et de fraternité. Nous croyons que l'organisation collective est une force surtout quand des

opprimés de tous milieux, refusant la fatalité, se lèvent et se donnent la main pour inventer de nouvelles solidarités et un commerce équitable. Cette force est en nous tous, ensemble. (...) C'est ensemble qu'il faut chercher, ce qu'il faut faire et comment le faire. Par exemple, produire sans créer de surplus, maîtriser les quantités – rester en éveil – renforcer et multiplier les alliances avec ceux qui portent le même souci de la Vie. Nous croyons que prendre des initiatives et les développer, travailler au respect de la vie de chacun, au respect de la terre nourricière, au respect de l'eau et de l'air sont autant de signes en train de naître pour l'avenir chez nous et dans le monde entier. Nous croyons que l'économie doit être au service de tout l'homme et de tous les hommes afin de ne laisser personne sur le bord de la route. L'homme doit être au centre des décisions et des choix. (...)

C. Mettraux, H. Mauron, M. Fragnière, M. Rossier

¹ source: FIMARC: Fédération Intern. des Mouvements Adultes Ruraux Catholiques